

## **1er mai de lutte : tou-te-s aux fenêtres et balcons pour faire entendre la voix de nos revendications !**

Depuis le 16 mars, nous vivons confiné-e-s chez nous, les enseignant-e-s travaillant majoritairement de chez eux et elles pour garder contact avec les élèves. Le gouvernement piétine, ment sur la nécessité de porter des masques, de procéder à des tests massifs, rate des commandes de masques (à ce jour les commandes affluent davantage pour le compte des entreprises privées que pour l'Etat, d'après Médiapart qui calcule qu'il faudrait 2 ans au rythme actuel pour que la totalité des masques nécessaires arrive).

Cette crise montre une fois de plus, s'il en était besoin, que ce sont les travailleur-se-s, de la santé, de l'éducation, des services et commerces, du secteur public en général et aussi du privé qui font tourner la société. Dans l'éducation, les ratés, les difficultés liées au travail à distance (du fait de l'impréparation du ministère et de la spécificité de notre secteur) ont mis à jour les inégalités criantes que les organisations syndicales et l'ensemble de la profession martèlent depuis bien trop longtemps.

Le gouvernement profite du confinement et de la suspensions des manifestations, des assemblées et des instances paritaires pour continuer sa politique de regressions sociales et ses attaques au code du travail (temps de travail, congés payés...) Dans l'éducation, le gouvernement s'attaque au temps de travail et en augmente en proposant des stages en distanciels pour les élèves décrocheurs pendant les vacances, en envisageant une reprise des cours en présentiel à partir du 11 mai pour une partie des élèves et des cours en distanciel pour les autres.

Les modalités de reprise progressive de l'école annoncées par Jean-Michel Blancher le 21 avril sont dangereuses, car elles ne répondent pas aux demandes de l'ensemble des organisations syndicales et des organisations de parents d'élèves concernant la garantie de mesures de protections et de tests. Les mesures annoncées confirment l'anxiété des personnels et des parents d'élèves puisqu'elles fixent un calendrier de reprise dans une situation sanitaire de déconfinement qui sera critique. Le choix qu'il a opéré depuis le début pour la théorie de « l'immunité collective » (laisser une grande partie de la population, porteuse saine du virus, l'attraper afin que celui-ci s'éteigne de lui-même) paraît à nos yeux pour le moins irresponsable, comme l'est sa volonté de décider sans les acteur-ric-e-s de terrain des modalités de retour au travail, à rebours des préconisations de nombre d'expert-e-s.

Ce choix satisfait avant tout les demandes du MEDEF qui a besoin que les enfants soient accueillis dans les écoles pour que leurs parents reprennent le travail.



**C'est pourquoi ce 1er mai 2020 sera cette année aussi la journée de lutte des travailleur-se-s. Nous appelons l'ensemble des personnels de l'éducation à utiliser tous les moyens possibles pour être visibles, à sa fenêtre, à son balcon (photos, vidéos, pancartes, banderoles, slogans, chants) et à faire entendre la voix de leurs revendications pour imposer un retour au travail avec les mesures de protection nécessaires. Nous exigeons aussi la remise en cause de la carte scolaire décidée par la DASEN qui prévoit plus de 200 fermetures de classes, avec une dotation de 9 postes en moins pour la rentrée prochaine.**

En outre, nous continuons à porter nos revendications pour l'abrogation de :



- la loi Blanquer, tant décriée et refusée par les personnels massivement en lutte à l'hiver-printemps 2019
- la réforme du lycée général et du bac Blanquer, mais aussi de la voie professionnelle
- Parcoursup et la mise en place d'un accès massif à l'université pour tou-te-s les étudiant-e-s qui le souhaitent
- la loi de transformation de la fonction publique d'août 2019
- la contre-réforme des retraites contre laquelle nous avons été très mobilisé-e-s
- l'octroi de tous les examens (bac, DNB, etc.)
- la suppression de la note d'assiduité

Nous prenons au mot le président qui prétend vouloir des changements pour le monde d'après la pandémie. Nous rappelons que nous portons aussi et surtout des revendications positives pour plus de justice sociale, pour plus de démocratie et que nous lutterons, dès la fin de la pandémie, afin de les faire advenir au plus vite car il y a urgence de toutes parts.



*Contact*

*SUD Education 92*

[sudeducation92@gmail.com](mailto:sudeducation92@gmail.com)

06 12 92 11 43

<http://www.sudeducation92.ouvaton.org/>